

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 24 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 février 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRANSPORTS EXPRESS DES MAUGES (MULTICOURSES)

174 avenue des hauts de la chaume
86280 Saint-Benoît

Références : 2026 247 UbD16-86 ENV86
Code AIOT : 0100308740

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 février 2026 dans l'établissement TRANSPORTS EXPRESS DES MAUGES implanté 174 avenue des hauts de la chaume SAINT-BENOIT 86280 Saint-Benoît. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSPORTS EXPRESS DES MAUGES
- 174 avenue des hauts de la chaume SAINT-BENOIT 86280 Saint-Benoît
- Code AIOT : 0100308740
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'inspection, annoncée, est diligentée suite à un signalement relatif à une mauvaise gestion des eaux pluviales et à la présence d'une installation de distribution de gazole (impact en hydrocarbures dans les eaux de ruissellement).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 22/02/2026, article L. 512-7 / L. 512-8

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site ne relève pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

La collectivité de Grand Poitiers a demandé à l'exploitant, dans un délai de 12 mois, d'implanter un dispositif permettant de traiter les eaux pluviales de ruissellement et de déverser ces dernières dans le réseau des eaux usées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 512-7 / L. 512-8
Thème(s) : Risques chroniques, Distribution carburant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L. 512-7</p> <p><i>I. - Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</i></p> <p><i>Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/ CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.</i></p> <p>L. 512-8</p> <p><i>Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations sont susceptibles de relever de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement au titre des rubriques suivantes</p> <p>1435</p>

1435	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>1. Supérieur à 20 000 m³</p> <p>2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p> <p>Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20°C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, exceptés le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation.</p>	E DC
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : a) Supérieure ou égale à 2 500 t b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total</p> <p>2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t</p>	A GF ^{SH} E DC A GF ^{SH} E DC
<p>L'exploitant indique qu'il exploite un parc d'environ 60 véhicules fonctionnant au gazole. En moyenne, un véhicule parcourt un peu moins de 5 500 km par mois.</p> <p>Sur demande de l'inspection des installations classées (IIC), l'exploitant sollicite auprès de son fournisseur de carburant (brétéché) les factures des années 2023 à 2025.</p> <p>Ces données permettent d'apprécier les volumes distribués :</p> <p>2023 : 265 m³ 2024 : 307 m³ 2025 : 337 m³</p> <p>En outre, il est constaté la présence d'un réservoir aérien de volume relativement réduit. L'exploitant indique que la capacité est de 9 m³.</p> <p>Les éléments précités permettent de considérer que les installations ne relèvent pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les volumes de gazole distribués annuellement sont inférieurs à 500 m³ ; - la capacité de stockage de gazole est inférieure à 50 t. <p>Il est cependant constaté des égouttures de carburant au droit de la zone de distribution de gazole. Une canalisation PVC, sous un trottoir, constitue l'exutoire des eaux de ruissellement. L'exploitant présente un courrier de Grand Poitiers, non daté mais indiquant une inspection réalisée le 28 juillet 2025 et demandant à l'exploitant, sous 12 mois, d'implanter un débourbeur séparateur hydrocarbures et de stopper le déversement d'eaux usées dans le réseau des eaux pluviales.</p> <p>L'exploitant, locataire, indique que le propriétaire a engagé les consultations nécessaires.</p>		
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les activités n'étant pas classées au titre des rubriques susmentionnées, aucune non-conformité ne peut être constatée au titre de la législation des ICPE.</p> <p>L'inspection invite l'exploitant à réaliser, dans les meilleurs délais, les travaux exigés par la collectivité de Grand Poitiers.</p>		
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>		